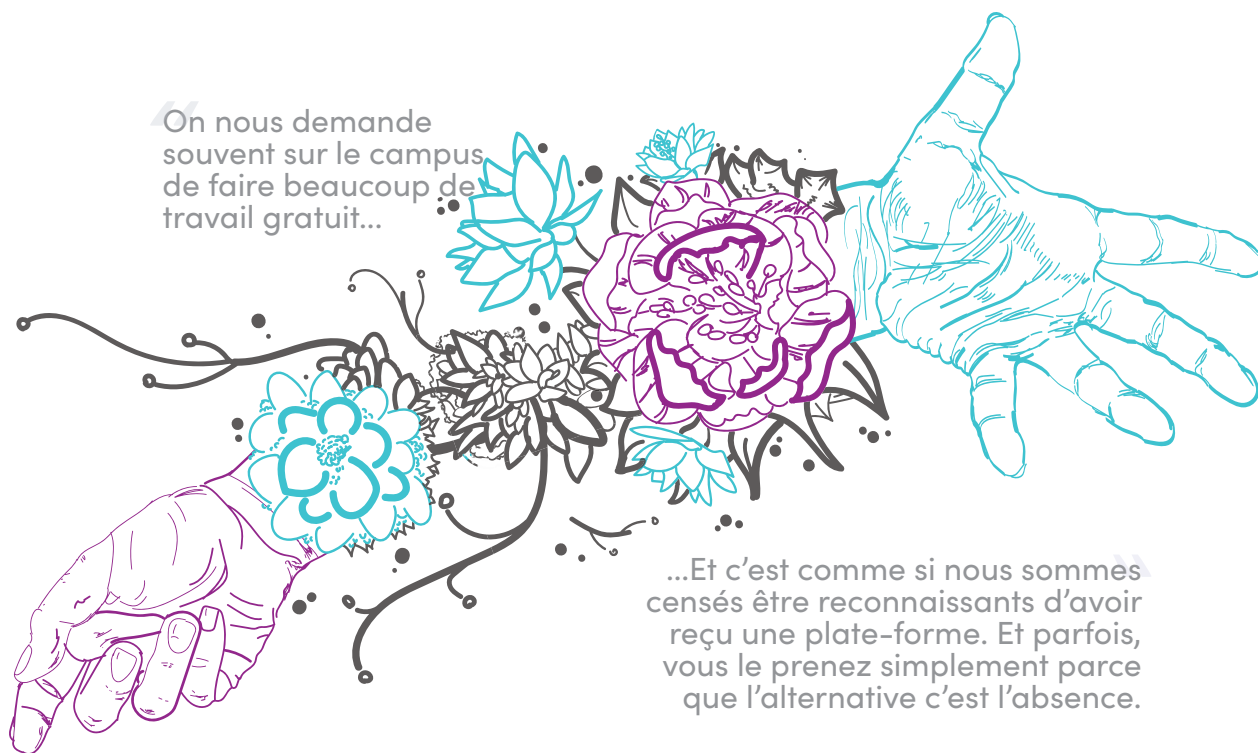


# ” “ÉTUDIANT.E.S POUR UNE CULTURE DU CONSENTEMENT

## PLAN D'ACTION NATIONAL DU CANADA POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE DES GENRES 10 PRIORITÉS POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

### RAPPORT SOMMAIRE DU GOUVERNEMENT

On nous demande  
souvent sur le campus  
de faire beaucoup de  
travail gratuit...



...Et c'est comme si nous sommes  
censés être reconnaissants d'avoir  
reçu une plate-forme. Et parfois,  
vous le prenez simplement parce  
que l'alternative c'est l'absence.

Ce projet est financé par Femmes et Égalités des genres Canada



Femmes et Égalité  
des genres Canada

Women and Gender  
Equality Canada

Canada

# QUI NOUS SOMMES

Étudiants pour une culture de consentement du Canada (EPCC) est une organisation vouée à soutenir la défense intersectionnelle et à la base contre la violence antisexuelle sur les campus partout au Canada. Nous servons de centre de ressources, d'outils et de mémoire institutionnelle pour soutenir l'engagement et le leadership des étudiants pour mettre fin à la violence basée sur le genre (VBG). Dans le cadre du Plan D'action National pour mettre fin à la violence sexiste, depuis novembre 2020 étudiants pour le consentement Culture Canada ont consultés un large éventail d'informateurs clés, d'organisations et d'étudiants de partout au pays, lors d'entrevues, de consultations de groupe, et de sondages en ligne.

## CE QUE LES ÉTUDIANTS NOUS ONT DIT

Les étudiants que nous avons consultés ont signalé de nombreux échecs dans le soutien et l'accommodement des survivants, le blâme des victimes et le traitement discriminatoire, l'exclusion d'une consultation significative et de graves écarts entre la politique et la pratique. Ces expériences ont exacerbé les méfaits de la violence sexiste, érodé la confiance dans leurs institutions et, dans de nombreux cas, les ont conduits à abandonner l'école. Les survivants demandent une prévention, un hébergement, un soutien, une consultation et un leadership en matière de VBG qui soit inclusif et accessible à tous.

Cela signifie des services et des mécanismes de rapport coordonnés et rationalisés. Cela signifie une formation plus complète et fondée sur l'équité pour les étudiants, le personnel et le corps professoral, et une augmentation du soutien financier direct de la défense des survivants des étudiants et des services dirigés par les pairs. Les initiatives dirigées par les étudiants sont le plus souvent citées comme ayant un impact positif sur les survivants, mais sont exécutées avec peu ou pas de compensation. Surtout, l'atténuation et la fin de la VBG exigent que le gouvernement s'engage fermement à financer les efforts de prévention et de soutien, et à tenir les institutions responsables de la promotion d'environnements éducatifs sûrs et accessibles.

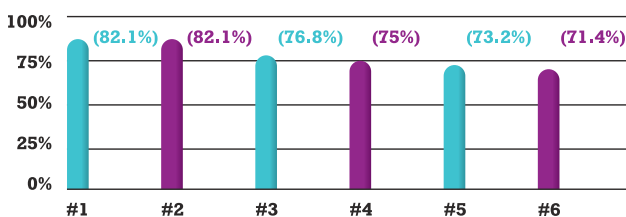
### Principes d'Action

Les participants ont recommandé six principes pour guider la politique et la pratique de la VBG dans les établissements postsecondaires:

CENTRÉ SUR LE SURVIVANT ET INFORMÉ SUR LES TRAUMATISMES	
INTERSECTIONAL AND CULTURAL COMPETENCE	TRANSPARENT ET AXÉ SUR L'ÉLÈVE-SURVIVANT
ÉQUITÉ	NORME MINIMALE DE SOINS
NORME MINIMALE D'ACCESSIBILITÉ	

### Statistiques

Nous avons interrogé les étudiants sur les mesures de prévention de la violence qui, selon eux, fonctionnent le mieux sur les campus. Voici leurs six principales réponses:



\*Ce sondage a été créé par l'ÉPCC et réalisé entre le 1 mars et le 31 mars, 2021, auprès de 66 participant.e.s en total. L'échantillon comprenait des étudiant.e.s postsecondaires de 1er, 2eme et 3eme cycle, de partout au Canada.

### Priorités d'Action

SFCC a élaboré une liste de priorités pour le financement, la législation et la politique qui est fondée sur ces principes et s'inspire directement des expériences des étudiants que nous avons consultés. Voir page 2 pour plus de détails.

1. Créer et superviser les normes nationales et provinciales pour les politiques de violence sexuelle sur les campus
2. S'engager à investir à long terme à l'échelle du système dans l'éducation et la formation liées à la VBG
3. Réformer la législation canadienne actuelle sur le travail du sexe en consultation avec les travailleurs du sexe, y compris les étudiants
4. Favoriser et financer le leadership de la communauté autochtone, du personnel et des étudiants pour la politique et la pratique de la VBG
5. Centrer la voix de tous les élèves vivant avec un handicap, en particulier ceux qui ont des marginalités
6. Mandater la création de bureaux d'intervention en matière de violence sexuelle tenant compte des traumatismes croisés
7. Embaucher des cohortes de personnel diversifiées, renforcer les capacités du personnel pour soutenir les étudiants marginalisés par la discrimination
8. Coordonner la réforme du droit de la vie privée au niveau national pour interdire son utilisation comme outil pour faire taire les survivants
9. Ressources adéquates pour le soutien du campus et le travail de responsabilisation, y compris les initiatives dirigées par les étudiants
10. Consulter les élèves survivants de manière significative et compenser leur travail dans le cadre de la politique de VBG et du travail de prévention

# INTERVENTIONS RÉALISABLES

- 1. Créer et superviser les normes nationales et provinciales pour les politiques de violence sexuelle sur les campus.**
  - Maintenant que les ISP ont des politiques de VBG, ils doivent être surveillés pour garantir la transparence, l'équité et la cohérence. Pour des recommandations détaillées, consultez les [11 normes minimales](#) de SFCC.
- 2. S'engager à investir à long terme à l'échelle du système dans l'éducation et la formation liées à la VBG, à développer, actualiser et diriger par des experts et des défenseurs de la VBG qui reflètent la diversité de la population étudiante.**
  - Élargir l'éducation à la sexualité et au consentement avant l'entrée dans les ISP.
  - Offrir une formation sur le consentement, la masculinité critique, les spectateurs et une sexualité saine pour tous les étudiants PS.
  - Mandater une formation annuelle sur les divulgations, le harcèlement, la littératie numérique pour tous les professeurs et le personnel.
  - Mettre en œuvre des processus de formation et de responsabilisation en ligne / numérique fondés sur des données probantes.
- 3. Réformer la législation canadienne actuelle sur le travail du sexe en consultation avec les travailleuses du sexe, y compris les étudiants.**
  - De nombreux étudiants de niveau postsecondaire se livrent au commerce du sexe pour faire face aux coûts élevés de l'éducation.
  - Les professionnel(le)s du sexe avec qui nous sommes entretenus plaident en faveur de l'abrogation du modèle nordique qui criminalise leur gagne-pain, et qu'ils participent à part entière à la création d'une nouvelle législation décriminalisant le travail du sexe.
- 4. Favoriser et financer le leadership de la communauté autochtone, du personnel et des étudiants pour la politique et la pratique de la VBG approprié aux étudiants autochtones.**
  - Reconnaître et mettre en œuvre les [recommandations du MMIWG](#) en mettant l'accent sur la création 'un plan d'action national, dirigé par les communautés autochtones et ancré dans les systèmes juridiques autochtones.
- 5. Centrer les voix de tous les élèves vivant avec un handicap, en particulier ceux dont les marginalités se recoupent.**
  - Le handicap et la VBG sont liés de plusieurs manières: [les femmes et les personnes non binaires](#) vivant avec un handicap sont plus à risque de subir la VBG, et survivre à la VBG a souvent ses propres [effets handicapants](#). Tous les survivants ont besoin d'un soutien de santé mentale accessible et tenant compte des traumatismes, de rapports et d'accommodements.
- 6. Mandater la création de bureaux d'intervention en matière de violence sexuelle tenant compte des traumatismes.**
  - Offrir un accompagnement rationalisé et dirigé par les étudiants par le biais de rapports, de soutien et d'accommodements.
  - Minimiser ou éliminer le rôle joué par les services de police et la sécurité en faveur d'un personnel spécialisé et axé sur les survivants.
- 7. Embaucher des cohortes de personnel diversifiées, renforcer les capacités du personnel pour soutenir les étudiants marginalisés par la discrimination.**
  - Cela comprend le racisme, le capacitisme, la transphobie, l'homophobie, le classisme et la discrimination contre le travail du sexe.
  - Les élèves signalent un large manque de compétence culturelle parmi les conseillers et les autres membres du personnel et rejettent les mesures symboliques (comme l'embauche d'un conseiller de couleur sans s'attaquer au racisme systémique).
- 8. Financer des services de soutien, y compris des groupes gérés par des étudiants, à des niveaux qui correspondent à la taille et aux besoins de l'établissement.**
  - Nous appelons à un financement fédéral qui va au-delà des [engagements symboliques](#) en faveur du soutien à la VBG sur les campus.
  - Les participants décrivent de longs délais d'attente pour le counseling et un personnel d'intervention en violence sexuelle surchargé de travail avec des taux de roulement élevés que les étudiants attribuent à l'épuisement professionnel. Ces problèmes sont systémiques.
  - Voir des survivants actifs et vocaux sur le campus était souvent lié au sentiment de sécurité des participants.
- 9. Coordonner la réforme du droit de la vie privée au niveau national pour interdire son utilisation comme outil pour faire taire les survivants.**
  - Les participants rapportent l'utilisation d'accords de non-divulgation et de poursuites en diffamation pour intimider et faire taire les survivants et empêcher d'apprendre les résultats des processus de plainte contre la violence sexiste.
  - Les défenseurs du monde entier condamnent l'utilisation de ces mesures dans les ISP sous couvert de «protection de la vie privée».
- 10. Consulter les élèves survivants de manière significative et compenser leur travail dans le cadre de la politique de VBG et du travail de prévention.**
  - Les étudiants nous disent qu'ils se sentent souvent symbolisés et réduits au silence dans les comités de politique institutionnelle.
  - Une consultation significative signifie être ouvert aux points de vue et aux expériences des élèves et faire de véritables efforts pour améliorer la vie des élèves survivants d'une manière qui soit accessible à leur participation. Pour bon nombre des élèves les plus marginalisés, l'amélioration de l'accessibilité impliquerait de payer pour leur temps.